

cessus a eu tendance à s'enrayer lorsqu'on touchait à des points névralgiques. La réforme doit alors se faire sous les pressions extérieures. Ainsi, l'Inde, le Brésil et d'autres économies de marché émergentes ont besoin d'un cycle de négociations fructueux pour poursuivre dans la voie de la réforme qui leur a valu leur succès actuel. Cela pousse le cycle vers un résultat ambitieux – ce qui est essentiel pour établir la base même d'un accord et ce dont, en outre, l'OMC ne peut se passer pour assurer sa propre viabilité et, notamment, freiner l'érosion de la clause NPF causée par la prolifération des accords régionaux et bilatéraux.

C'est pourquoi les pays en développement à revenu moyen doivent faire des offres importantes sur l'ouverture de leurs marchés aux États-Unis et aux pays en développement plus pauvres – même si certains se contenteraient que les pays en développement consolident les mesures libéralisation qu'ils ont déjà prises par eux-mêmes en échange d'une offre suffisamment intéressante des pays de l'OCDE sur l'agriculture. Comme on l'a fait remarquer, les mesures de libéralisation prises de façon autonome sont sujettes aux revirements, de sorte que leur consolidation constituerait un pas en avant (parallèlement, les demandeurs dans le secteur agricole attendent encore une offre digne d'intérêt). Sans cette carotte de l'amélioration de l'accès aux marchés, les intérêts nationaux directs empêcheront un accord. En même temps, une avancée rapide dans les négociations du Cycle de Doha pourrait injecter un élément positif dans l'orientation du prochain *Farm Bill* américain (le courant prend fin en 2007) qui se trouvera aux étapes importantes de préparation en 2005-2006.

L'idée voulant que l'agriculture soit la clé pour débloquer l'accès aux marchés des produits non agricoles et les services ne faisait pas l'unanimité. Si l'importance des subventions à l'agriculture ne fait aucun doute pour certains membres de l'OMC, que ce soit dans le contexte d'un accord commercial global ou des contraintes budgétaires qui pèsent sur les principales économies industrialisées, il reste que ces subventions représentent assez peu de choses : en d'autres termes, elles ne sont pas une monnaie d'échange ni la source des pressions au changement autonome contrairement à ce que certaines interprétations ont